



FRANÇOIS HERVOUËT

CURRICULUM VITAE

Nom : Hervouët

Prénom : François Gérard Louis Marie

Né le 15 avril 1948

A Nantes, Loire-Atlantique, France

Marié, un enfant.

Courriel : francois.hervouet@univ-poitiers.fr

26 route de Sanxay, La Torchaise

F. 86190 Béruges

Tél. : 33 (0)5 49 45 31 06

Fax. : 33 (0)5 49 45 31 43

Numen : 13 S 93 23632 WTG

- Carrière universitaire :

- Assistant à la Faculté de Droit de POITIERS du 01/11/71 au 31/10/75
- Assistant à la Faculté de Droit de LIBREVILLE du 01/11/75 au 31/07/77
- Assistant à la Faculté de Droit de POITIERS du 01/08/77 au 30/09/80
- Maître-assistant à la Faculté de Droit du MANS du 01/10/80 au 30/09/85
- Maître de conférences à l'I.U.T. de POITIERS du 01/10/85 au 31/12/85
- Professeur à la Faculté des sciences juridiques de RENNES du 01/01/86 au 30/09/89 (agrégation 85)
- Professeur à la Faculté de Droit de POITIERS depuis le 01/10/89
- Professeur de classe exceptionnelle, 2° ech, 01/09/11 (1° classe, le 01/01/92)
- Professeur émérite depuis le 01/09/2013
- Chaire Jean Monnet n° 92/0274 du 01/10/92
- Initiative complémentaire Jean Monnet n° 97/0141 du 01/06/97 : Droit et Institutions communautaires
- Professeur invité à l'Université de Montréal (Faculté de Droit), du 12/01/99 au 24/02/99 et à l'Université d'Antalya (Turquie), du 3 au 8/12/05 puis du 29/11 au 04/12/09
- Prime d'encadrement doctoral du 01/10/98 au 31/12/06
- Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers
- Prime d'excellence scientifique depuis le 01/01/10
- Commandeur dans l'ordre des Palmes académiques ; décret du 04/09/09.

-

- **Diplômes et concours** :

- Licence en droit (équivalent maîtrise) 1970 (mention B)
- D.E.S. de droit public 1971 (mention AB)
- D.E.S. de sciences politiques 1973 (mention B)
- Doctorat d'État en droit 1979 (mention TB avec éloges) : Les régimes fiscaux de la recherche industrielle et scientifique privée.
- Agrégation de Droit public 1985 (9°).

- **Charges administratives** :

- Responsable du 1° cycle Droit du 01/09/92 au 31/08/96
- Responsable du DEA de Droit public du 01/10/90 au 31/10/97
- 1° assesseur à la Faculté de Droit de Poitiers du 01/05/97 au 31/08/99, chargé de la recherche
- Président du conseil scientifique de la Faculté de Droit de Poitiers du 01/05/97 au 31/08/99
- Membre du conseil scientifique de l'Université de Poitiers du 01/06/90 au 28/02/02
- Chargé de mission à la recherche auprès du président de l'Université de Poitiers du 01/12/98 au 07/10/01
- Membre des Commissions des spécialistes de Droit public des Universités de Poitiers et Tours
- Directeur de l'Ecole doctorale du 01/09/99 au 31/12/01
- Membre du conseil d'administration de l'Université de Poitiers du 01/03/02 au 31/05/08
- Responsable du PPF Pôle de consultation multimédia sur la Communauté européenne du 01/01/00 au 31/12/07
- Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers du 08/10/01 au 08/04/05
- Directeur de l'Institut de Droit public (EA 2623) du 01/01/04 au 31/12/2012.

- **Enseignement assuré** :

- Institutions européennes - Licence 2 Droit (Cours : 30h)
- Droit de l'Union européenne - Licence 3 Droit (Cours : 30h)
- Droit de l'Union européenne - Master 2 Pro, spécialité Juriste-linguiste (Cours : 15h)
- Droit de l'Union européenne - Master 2 Recherche Droit, spécialité Droit public (25h)
- Droit de l'Union européenne - Master 2 Pro Droit, spécialité Droit public (30h)

- **Thèses (direction, préparation et jury depuis 1995)** :

- **Thèses dirigées et soutenues : 16**

- 1- Malam Maouta, L'évolution des relations entre l'Etat et les entreprises publiques au Niger ; mention "Très honorable" - Poitiers, le 9 novembre 1995.

- 2- Koanka Lamboni, Les rémunérations accessoires dans la fonction publique en France ; mention “Très honorable” - Poitiers, le 16 novembre 1995.
- 3- Véronique Hémerly, L’influence de la jurisprudence du Conseil d’Etat sur la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes en matière de contrôle de légalité ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury” - Poitiers, le 13 janvier 1996.
- 4- Eric Mitard, Les aides économiques locales aux entreprises et le droit communautaire ; mention “Très honorable” - Poitiers, le 12 janvier 1998.
- 5- Vincent Baudouin, L’action communautaire appliquée aux hydrocarbures minéraux ; mention “Très honorable” - Poitiers, le 23 novembre 1999.
- 6- Alain Ondoua, Etude des rapports entre le droit communautaire et la constitution en France ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 7 décembre 1999.
- 7- Josiane Abi Khattar, L’équilibre des pouvoirs des institutions de l’Union européenne ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 30 juin 2003.
- 8- Ngoné Ndoye, Les accords de pêche : Manifestation de la volonté des « Etats » d’une gestion équilibrée des ressources halieutiques ? L’exemple des accords de pêche conclus entre la Communauté européenne et le Sénégal ; mention “Très honorable”. Thèse soutenue le 4 juillet 2005.
- 9- Rachel Wass-Nocquet, Le Royaume-Uni : Etat membre de l’Union européenne, La volonté politique saisie par l’œuvre juridictionnelle ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 17 octobre 2008.
- 10- Koffi Etsé, Le Togo et les accords ACP-CE ; mention “Très honorable”. Thèse soutenue le 21 novembre 2008.
- 11- Yemingar Yedjibaye, La coopération décentralisée comme vecteur d’intégration communautaire en Afrique : l’approche française, source d’inspiration des pays francophones des sous-régions CEMAC et CEDEAO ; mention “Très honorable”. Thèse soutenue le 23 juin 2010.
- 12- Karine Abderemane, La solidarité, un fondement du droit de l’intégration de l’Union européenne ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 24 septembre 2010.
- 13- Enas Abuhmaira, Le régime juridique des ressources naturelles fluides souterraines communes (co-direction avec Stéphanie Pavageau, maître de conférences) ; mention “Très honorable”. Thèse soutenue le 22 novembre 2011.
- 14- Franc de Paul Tétang, La subsidiarité inversée en droit européen - Contribution à l’étude des rapports de systèmes entre les ordres juridiques nationaux et l’ordre juridique de l’Union européenne ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 7 décembre 2012.
- 15- Federica Rassa, L’invocabilité des directives européennes et son incidence sur les ordres juridiques italien et français ; mention “Très honorable avec les félicitations du jury”. Thèse soutenue le 4 décembre 2013.

16- Angélique Charpentier, A la recherche d'un droit à l'environnement opérationnel au sein de l'Union européenne ; mention "Honorable". Thèse soutenue le 16 mai 2014.

- **Membre de 28 jurys** (en tant que rapporteur ou président du jury) :

1- Djilali Tchouar, Les entreprises publiques algériennes et le droit commercial ; Le Mans, octobre 1996 ; Directeur : M. Nguyen Quoc.

2- Carmenza Charrier, L'apport de la Cour de justice à l'évolution de la structure institutionnelle des Communautés européennes ; Tours, décembre 1996 ; Directeur : M. Blumann.

3- Maan Al Hafiz, La crise et la guerre du Golfe ; Tours, mars 1997 ; Directeur : M. Rossetto.

4- Moïse Fernandez, La participation des parlements nationaux à la construction européenne ; Tours, juin 1997 ; Directeur : M. Rossetto.

5- Boh Chae Hyung, Le droit anti-dumping communautaire après l'Uruguay Round ; Aix en Provence, octobre 1997 ; Directeur : Mme Domestici.

6- Pierre-Yves Monjal, Recherches sur la hiérarchie des normes en droit communautaire ; Tours, janvier 1998 ; Directeur : M. Blumann.

7 - Jean-Pierre Bazard, Le régime juridique de la télévision par satellites ; Poitiers, juin 1998 ; Directeur : M. Rossetto.

8- Magali Amissé-Gauthier, La régulation juridique des interactions entre les démarches économique et environnementale : enjeu pour un développement durable ; l'exemple des marais salants de la presqu'île guérandaise ; Nantes, juin 2002 ; Directeur : M. Romi.

9- Paulo Pinto, L'harmonisation des procédures d'asile dans l'Union européenne ; Tours, mars 2005 ; Directeur : M. Rossetto.

10- Laura Ilaria Neri, Principi generali della tassazione del reddito d'impresa in Europa : considerazioni comparate (Principes généraux de l'imposition du bénéficiaire des entreprises en Europe : considérations de droit comparé) ; Bologna, 1^o juillet 2006 ; Directeur : Adriano di Pietro.

11- Angela Piri, Le accise tra modello comunitario e attuazione nazionale (Les accises entre modèle communautaire et mise en œuvre nationale) ; Bologna, 1^o juillet 2006 ; Directeur : Adriano di Pietro.

12- Stefania Gianoncelli, Condizioni e limiti dell'appartenza comunitaria in materia fiscale (Conditions et limites de l'appartenance communautaire dans le domaine fiscal) ; Bologna, 1^o juillet 2006 ; Directeurs : Adriano di Pietro et Philippe Marchessou.

13- Henri Tchantchou, La supranationalité judiciaire dans le cadre de l'OHADA, étude à la lumière du système des Communautés européennes ; Poitiers, 28 avril 2008 ; Directeur : M. Denis Rochard.

14- Fortuné Ahoulouma, Contribution à l'étude du concept de développement durable : une application au secteur de l'eau dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ; Poitiers, 24 octobre 2008 ; Directeur : Mme Françoise Thibaut.

- 15- Claire Gesson, Les politiques financières familiales en Europe. De la diversité vers une convergence des modèles ; Poitiers, 7 juillet 2009 ; Directeur : M. Jean-Baptiste Geffroy.
- 16- Cécile Salcedo, La transition démocratique sud-africaine : essai sur l'émergence d'un droit public de la reconstruction de l'Etat ; Aix en Provence, 27 novembre 2010 ; Directeur : M. Xavier Philippe.
- 17- Diego Modonesi, L'obbligazione doganale (L'obligation douanière) ; Bologna, 21 juin 2011 ; Directeurs : Adriano di Pietro et Jacques Autenne.
- 18- Fabio Falcone, Reverse charge nell'IVA comunitaria (Inversion comptable dans la TVA communautaire); Bologna, 21 juin 2011; Directeur: Adriano di Pietro.
- 19- Ramassinga Talla, L'Union européenne et l'octroi du droit d'asile aux ressortissants africains ; Poitiers, 21 juillet 2011 ; Directeur : M. Dominique Breillat.
- 20- Cristiana Bottazzi, Doppia imposizione sui redditi transfrontalieri tra ordinamenti tributari e mercato europeo (Double imposition sur les revenus transfrontaliers entre ordres fiscaux et marché européen) ; Bologna 18 septembre 2012 ; Directeur : Adriano di Pietro.
- 21- Federica Maria Bucci, La clausola della nazione piu' favorita dalle convenzioni internazionali all'ordinamento europeo (La clause de la nation la plus favorisée des conventions internationales à l'ordre juridique européen) ; Bologna 18 septembre 2012 ; Directeur : Adriano di Pietro.
- 22- Daniela Scanduzzi, Controlled foreign companies e delocalizzazione delle attività economiche nel diritto interno e nell'ordinamento europeo (Entreprises étrangères contrôlées et délocalisation des activités économiques en droit interne et dans l'ordre juridique européen) ; Bologna 18 septembre 2012 ; Directeur : Adriano di Pietro.
- 23- Grégoire Cousin, La gestion juridique des migrations des Roms/Roumains ; Tours 19 avril 2013 ; Directeur : Jean Rossetto.
- 24- Almokhtar Al Mdagho, La notion de dommage causé par le dumping selon les accords de l'OMC; Tours 30 juin 2014; Directeur : Jean Rossetto.
- 25- Paolo Barabino, Le zone franche urbana: Mercato europeo e ordinamenti tributari (Les zones franches urbaines: Marché européen et ordonnancements fiscaux), Bologna, 15 juin 2015; Directeur: Adriano di Pietro.
- 26- Stefania Martinengo, Il divieto d'abuso del diritto nell'esperienza tributaria europea e tedesca (L'interdiction d'abus de droit dans l'expérience fiscale européenne et allemande), Bologna, 15 juin 2015; Directeur: Adriano di Pietro.
- 27- Marilisa Mazza, IVA: Crisi europea ed esperienza sammarinese (TVA: Crise européenne et expérience de San Marin), Bologna, 15 juin 2015; Directeur: Adriano di Pietro.
- 28- Pauline Chatelet, Le contrôle des mesures nationales d'application du droit de l'Union européenne – Bilan et perspectives à partir du cas français, Poitiers 23 juin 2015 ; Directeur : Alain Ondoua.

29- Aquilanti Federico, I modelli di contraddittorio nel procedimento tributario nel prisma del diritto europeo (Les modèles de contradictoire du procès fiscal au prisme du droit européen), Bologna, 13 juin 2017; Directeur: Andrea Carinci.

30- Ariemme Valentina Maria, L'applicazione della CFC (controlled foreign corporation) rule e delle altre misure antielusive nell'ordinamento interno e internazionale (L'application de la règle de la société étrangère contrôlée et des autres mesures de lutte contre l'évasion dans l'ordre juridique interne et international), Bologna, 13 juin 2017 ; Directeur : Adriano di Pietro.

31- Guermani Maria Luisa, Lo scambio automatico d'informazioni tra amministrazioni finanziarie: ambito comunitario e internazionale a confronto (L'échange automatique d'informations entre administrations financières: comparaison entre les environnements communautaire et international), Bologna, 13 juin 2017 ; Directeur : Adriano di Pietro.

- Habilitation à diriger des recherches :

- Granet Marie Béatrice, Aubin Emmanuel, Lagrange Philippe, Lageot Céline, Luppi Philippe
- Roche Catherine
- Levoyer Loïc
- Talbot ép. Rochdi Gabrielle, Poitiers le 27 mars 2013 ; présidence du jury.

- Mémoires de DEA et Master II :

- 38 soutenus

- Langues étrangères :

- Italien : lu, écrit, parlé.
- Anglais : lu.

- Publications :

- *Thèse pour le doctorat d'État en droit :*
- Les régimes fiscaux de la recherche industrielle et scientifique privée.
Ouvrage honoré d'une subvention pour publication du ministère des Universités et édité en 1981 (*Économica*). Paris.

- *Articles :*

- Les problèmes de financement de la recherche scientifique en France (en collaboration avec Jean-Pierre Chevalier) ; Revue internationale de droit comparé 1981, n° spécial T.3, p.45. Paris.
- Le processus de concentration des pouvoirs par le président de la République au Gabon ; Recueil Penant 1983 n° 779, p.5 et n° 780, p.200. Paris.
- L'utilité de la notion d'aménagement spécial dans la théorie du domaine public ; Revue du droit public 1983, p.135. Paris.
- L'étatisation, enfant naturel de la nationalisation ; Revue du droit public 1985, p.1319. Paris.
- Les problèmes de financement de la recherche ; in : Gli aspetti istituzionali della ricerca scientifica in Italia e in Francia, Centro nazionale di prevenzione e difesa sociale, Giuffrè Editore 1986, p.335. Milano.
- L'aide des départements aux entreprises : bilan et perspectives ; l'exemple du Poitou-Charentes (en collaboration avec Joël Thalineau) ; Les Cahiers du droit public 1986 p. 141. Bordeaux.
- Dictionnaire encyclopédique de Finances publiques ; *Économica* 1991. Paris. Articles sur :
 - Impôts sur le revenu, la dépense et le patrimoine ;
 - Impôts directs et impôts indirects ;
 - Impôts réels et impôts personnels ;
 - Impôts spécifiques et impôts ad valorem ;
 - Impôts analytiques et impôts synthétiques.
- Le transfert d'entreprises publiques au secteur privé en France ; in *Le droit face aux transformations économiques en Pologne et en France* ; P.U.F., Publications de la Faculté de Droit de Poitiers, 1992 T.XX p.65. Paris.
- L'incidence de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes sur la hiérarchie des normes en droit français ; P.U.F., Publications de la Faculté de Droit de Poitiers, 1992 T. XXI p.13. Paris.
- La politique jurisprudentielle de la Cour de justice des Communautés européennes et des juridictions nationales à l'égard de la réception du droit communautaire par le droit interne des États ; *Revue du droit public* 1992, p. 1257. Paris.
- Il potere discrezionale dell'amministrazione nell'attività di controllo e di accertamento (Le pouvoir discrétionnaire de l'administration fiscale dans l'activité de contrôle et de redressement) ; *Rivista di diritto finanziario - Scienza delle finanze* ; Giuffrè Editore 1994, n°1 p.83. Milano.
- La lente émergence du droit communautaire de l'environnement, in *L'environnement, à quel prix ?* *Thémis* et Université de Montréal 1995, p.293. Montréal.
- Le régime juridique de l'acte administratif (Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada, Japon) ; rapport de synthèse au ministère français de l'intérieur, direction des libertés publiques ; octobre 1996.
- Principes généraux communautaires et statut des collectivités locales, in *Politiques publiques locales et construction européenne* ; *Les cahiers du CNFPT*, février 1996 n° 46 p.28. Paris.

- Le comité des régions et le financement des collectivités infra-nationales ; in “Contributions de droit économique européen”, Cahiers de l’IREDE (Presses de l’Université des sciences sociales de Toulouse) 2000 n°1. Toulouse.
- Le droit communautaire, un ordre juridique pénalement sanctionné ? ; Mélanges en l’honneur du doyen Couvrat, p. 243 ; P.U.F., Publications de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2001. Paris.
- Il contenzioso tributario in Francia : situazione attuale e prospettive (La justice fiscale en Europe et de l’Europe - Le contentieux fiscal en France : situation actuelle et perspectives) in La giustizia tributaria in Europa e dell’Europa ; à paraître.
- La nature de l’ordre juridique communautaire ; in Droit constitutionnel, Droit communautaire - Vers un respect réciproque mutuel ? p. 368 ; Presses universitaires d’Aix- Marseille, Économica, 2001 collection Droit public positif. Paris.
- Informatique, libertés et recherche médicale (sous la direction d’Isabelle de Lamberterie et Henri-Jacques Lucas) ; CNRS Editions, coll. Droit, 2001 Paris.
- Les audaces du conseil d’État dans le domaine international : La remise en cause de l’équilibre des pouvoirs constitutionnels ; Mélanges en l’honneur du professeur Dubouis, Dalloz 2002, p. 67. Paris.
- Démarche communautaire et construction européenne - Rapport introductif ; Documentation française, 2002, p.7. Paris.
- La constitution, un nouveau concept ? in Les nouveaux territoires du droit ; Actes du colloque Poitiers - Montréal ; LGDJ, Collection de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers 2004, Paris.
- La candidature de la Turquie à l’Union européenne, in L’adaptation de la Turquie à l’acquis communautaire dans le domaine des aides d’Etat ; Actes du colloque international de l’Université d’Antalya ; Akdeniz Üniversitesi, p. 481, 2005, Antalya (Turquie)
- Le droit des Etats encadré par le droit communautaire : La responsabilité du fait des activités juridictionnelles (A propos de l’arrêt CJCE 13 juin 2006, C-173/03 « Traghetti del Mediterraneo ») Revue des Affaires européennes, 2006, n°2, p.365.
- La disjonction entre droit de citoyenneté et statut de citoyen : le droit communautaire sous l’influence du droit de la CEDH (A propos des arrêts CJCE 12 septembre 2006, C-145/04 Royaume d’Espagne et C-300/04 Eman et Sevinger) Revue des Affaires européennes, 2006, n°3, p. 565.
- Les relations entre ordre juridique communautaire et ordres juridiques nationaux : De la primauté à la sphère de compétence ; Mélanges en l’honneur du professeur Lachaume Dalloz 2007, p. 647, Paris.
- L’exigence de clarification du cadre juridique d’exécution des missions de services publics et la pertinence de l’élaboration d’une directive-cadre, in Services publics, concurrence, régulation : le grand bouleversement en Europe ; colloque Europa, 10 novembre 2006, Limoges PULIM, collection Europa, 2008, Limoges.

- Le dialogue des juges, facteur de qualité des décisions de la Cour de justice des Communautés européennes, in *La qualité des décisions de justice ; Actes du colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers* (dir. : Professeur Mbongo), *Les études de la CEPEJ (Conseil de l'Europe)* 2008, n° 4, p. 166.
- La dérive de l'Union européenne : de l'objectif de l'union entre les peuples à celui de la concurrence ; *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 514, janvier 2008, p.9.
- La fabrique du droit européen : scènes, acteurs et publics de la Cour de justice des Communautés européennes ; Rapport introductif ; *Actes du colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers* (dir. : Professeur Mbongo), Bruylant, 2009, Bruxelles.
- Le phénomène bureaucratique européen ; l'intégration européenne à l'épreuve de la technophobie ; Préface ; *Actes du colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers* (dir. : Professeur Mbongo), Bruylant, 2009, Bruxelles.
- Sur un paradoxe : quand la sécurité juridique étouffe la démocratie ; *Actes du colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers* (dir. : Professeur Kherad), Pédone 2010, Paris.
- Les racines chrétiennes de l'Europe : une inscription opportune ? ; in *Le pluralisme en question, Actes du congrès interdisciplinaire franco-autrichien* (dir. : Professeur Mbongo), *Lit Austria Forschung und Wissenschaft, Band 13*, 2010, p. 157 et s.
- Quel GPS pour ne pas s'égarer sur le chemin de la compétence de l'Union européenne : un Tribunal des compétences de l'Union européenne ? *Mélanges en l'honneur du professeur Breillat*, Pédone 2011, Paris, p. 23 et s.
- La directive : Janus juridique parfait ou imparfait ? *RMCUE* 2011 (n°548), p. 291.
- Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ? Synthèse, antithèse, perspectives in colloque des 10 et 13 décembre 2010, *Dalloz, thèses et commentaires*, 2012, Paris p. 309 et s.
- L'excès dans le droit de l'Union européenne, ou Comment s'en débarrasser ? in *L'excès, l'hypermodernité au prisme du droit et des sciences de la société, Actes du congrès interdisciplinaire franco-autrichien des 19 et 20 mai 2011* (dir. : Professeur Mbongo), Mare et Martin, coll. *Droit et science politique*, 2012, Paris, p. 299 et s.
- L'imposizione al 75% tra rottura dell'uguaglianza di fronte ai carichi pubblici e carattere confiscatorio (France : l'imposition à 75% entre rupture de l'égalité devant les charges publiques et caractère confiscatoire), in *Giurisprudenza delle imposte*, 2013 n°3, Bologne.
- L'immédiateté du droit de l'Union européenne, in "Souveraineté de l'État et supranationalité normative", *Communication au colloque du Centre Jean Bodin (Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion de l'Université d'Angers) du 17 octobre 2013* (dir. : Eva Rabillon), *Politeia* 2014 n° 25, p. 151 et s.
- Compétence de la compétence ; Consensus des pouvoirs ; Légitimité du pouvoir ; in *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, Berger-Levrault, 2014 (et direction de l'ouvrage).
- Les libertés politiques des ressortissants de l'Union européenne, in "Les libertés politiques, socle pour un ordre public européen", *Communication au colloque de la Faculté de Droit et des*

Sciences sociales (CECOJI, UMR 6224, Université de Poitiers) des 27 et 28 juin 2013 (dir. : Céline Lageot), Presses juridiques de Poitiers n° 64, LGDJ – Lextenso 2015, p. 87 et s.

- Sensibilité animale et droit de l'Union européenne, in "Sensibilité animale – Perspectives juridiques", Communication au colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales (CECOJI, FRE 6224, Université de Poitiers) du 22 mai 2014 (Dir. : Régis Bismuth et Fabien Marchadier), CNRS Éditions 2015, p. 211 et s.

- Mélanges en l'honneur du professeur Claude Blumann : Brèves réflexions à propos de la légitimité de l'Union européenne (Bruylant 2015).

- Mélanges en l'honneur du professeur Jean Rossetto : L'Europe est-elle compatible avec la laïcité ? Publication Lextenso, Paris 2016, p. 189.

- Ordre juridique communautaire et ordres juridiques nationaux : les normes de référence croisées des blocs de fondamentalité, in "Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité", Faculté de Droit et des Sciences sociales, Université de Poitiers, 20 avril 2015 ; LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2017, p. 51 et s.

- Finances publiques - Dictionnaire encyclopédique (Economica, 2017) :

- Impôts sur le revenu, la dépense et le patrimoine ;

- Impôts de quotité et impôts de répartition ;

- Impôts directs et impôts indirects ;

- Impôts réels et impôts personnels ;

- Impôts spécifiques et impôts ad valorem ;

- Impôts analytiques et impôts synthétiques.

- La Cour de justice de l'Union européenne en situation de position dominante ?, in "La concurrence des juges en Europe – Le dialogue en question" ; Communication Colloque international de la Faculté de Droit, Université de Tours, 25-27 novembre 2015, <http://juges-en-europe.sciencesconf.org/resource/page/id/10> Les Actes de la RDUE, 2018, Ed. Clément Juglar, Paris p. 429 et s.

- Harmonisation et solidarité, des fonctions croisées au service de la légitimation de l'Union, in "Harmonisation et Union européenne" ; Communication et présidence de la séance "Les « Techniques européennes » de l'harmonisation" Colloque international de la Faculté de Droit, Université de Tours, 28-29 janvier 2016, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2017.

- Le rôle inutile de la faute dans le droit de la responsabilité, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2018, p.231 et s.

- Le respect des droits fondamentaux, conditionnalité politique à l'application d'un accord économique : Le cas des ACP, in "La conditionnalité dans les relations extérieures de l'Union

européenne” ; colloque des Facultés juridiques de Poitiers, La Rochelle et Bordeaux, 9 février 2018, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2019.

- Le choix de l'intégration comme base conceptuelle du droit de l'Union européenne ; une démarche pragmatique conceptualisée, in “Les bases conceptuelles du droit de l'Union européenne - Pour une théorie générale de l'intégration” ; colloque de la CEDECE (société savante), Université de Tours, 14-15 juin 2018 (à paraître 2020).

– Le Fonds européen de développement, un objet juridique non identifié dans le ciel de l'Union européenne, Mélanges en l'honneur du Professeur Koffi Ahadzi Nonou, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2020.

- Le choix de l'intégration comme base conceptuelle du droit de l'Union européenne ; une démarche pragmatique conceptualisée, in “Idées et idéologies de l'Europe”, organisé par le Collège international des Sciences territoriales (FR 2007 CNRS) ; à paraître, 2020.

- La sélection du délégataire du service public : Un libre choix encadré ; à paraître en 2020.

Préparation d'un ouvrage : Droit institutionnel de l'Union européenne.

- *Notes d'arrêt* :

- C.E. 28 septembre 1983, S.A. Dispensaire dentaire de Marseille, J.C.P. (E) 1984 II 14 184.

- C.E. 21 mars 1984, Mansuy, J.C.P. 1985 II 20 982.

- C.E. 20 février 1987, Ville de Lozanne, J.C.P. 1988 II 20 982.

- C.E. 24 octobre 1986, Société Jan Kooren, J.C.P. 1988 II 21 011.

- C.E. 22 avril 1988, S.A. Dodin, J.C.P. 1989 II 21 166.

- Cass. Civ. 3 mai 1988 Consorts Renault c/ E.D.F. J.C.P. 1989 II 21 203.

- **Recherches collectives** :

- Direction d'une équipe de recherche ayant passé un contrat avec le ministère de l'Intérieur portant sur "Le régime juridique comparé de l'acte administratif (Allemagne, Royaume-Uni, Canada, États-Unis, Japon)" ; équipe "Droits de l'Homme" instituée au sein du CECOJI (Centre d'études sur la coopération juridique internationale), UMR 6567 ; travail remis en octobre 1996 ;

- Collaboration dans le cadre de l'Institut de Finances publiques et de Droit public économique, UPRES-A 5081 (devenue UMR 5081) :

- Programme “Politiques publiques locales et construction européenne”, une publication, Cahiers du CNFPT, février 1996, n°46

- Programme “L'Union économique et monétaire et ses incidences sur la politique française de décentralisation”, une publication, Cahiers de l'IREDE (Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse) 2000 n°1

- Directeur de l'Institut de Droit Public (E.A. 2623) du 01/01/04 au 31/12/2012.

- Dictionnaire encyclopédique de l'État, Berger-Levrault, 2014 (co-direction de l'ouvrage).

- Programme de recherche avec l'Université Akdeniz d'Antalya (Turquie) ; réponse à un appel à projet ANR ; Projet de recherche collaborative – International : La Turquie et l'Union européenne : une adhésion possible malgré le blocage des négociations ?

Dépôt du dossier fin 2016 pour une réalisation au cours des années 2017 – 2019.

- Mission de recherche et d'enseignement à l'Université Akdeniz en 2015.

- Participation au séminaire d'actualité de droit public organisé au sein de l'Institut de Droit public (IDP- EA 2623).

- **Communications publiées** (voir liste des articles) :

- Colloque national de la Faculté de Droit de Poitiers les 25 et 26 avril 1985 à La Rochelle : L'interventionnisme économique du département.

- Colloque international à la Faculté de Droit de Rome (Italie) les 11 et 12 avril 1986 (Centro nazionale per la ricerca et Società de législation comparée) : Les aspects institutionnels de la recherche en Italie et en France.

- Colloque international à la Faculté de Droit de Varsovie (Pologne) les 9, 10 et 11 mai 1990 : Le droit face aux transformations économiques en Pologne et en France.

- Colloque international à la Faculté de Droit de Poitiers (en association avec la Faculté de Droit de Nimègue) les 13, 14 et 15 mai 1991 : L'incidence des jurisprudences internationales sur l'évolution des droits nationaux.

- Colloque international à la Faculté de Droit de Bologne (Italie) les 17 et 18 septembre 1993 : L'accertamento tributario nella Comunità europea - L'esperienza francese (Le contrôle et le redressement fiscal dans la Communauté européenne - L'expérience française).

- Colloque international des Facultés de Droit de Poitiers et de Montréal, les 7, 8 et 9 septembre 1994 à Montréal (Canada) : L'environnement, à quel prix ?

- Colloque national de la Faculté de Droit et de Science politique de La Rochelle (sous l'égide de la Commission pour l'étude des Communautés Européennes et de l'Association Française des Constitutionnalistes), les 6 et 7 mai 1999 à La Rochelle : Droit constitutionnel, droit communautaire ; vers un respect constitutionnel réciproque ?

- Colloque international de la Faculté de Droit de Palerme les 28 et 29 octobre 1999 à Palerme (Italie) : La giustizia tributaria in Europa e dell'Europa - Il contenzioso tributario in Francia : situazione attuale e prospettive (La justice fiscale en Europe et de l'Europe - Le contentieux fiscal en France : situation actuelle et perspectives).

- Colloque international des Facultés de Droit de Poitiers et de La Plata les 10, 11 et 12 mai 2000 à La Plata (Argentine) : Primer seminario internacional sobre servicios publicos y sus privatizaciones (Premier séminaire international sur les services et leurs privatisations) : La sélection du délégué du service public : Un libre choix encadré.

- Colloque national de la CEDECE (Commission pour l'étude des Communautés européennes) aux Facultés de Droit et des Sciences économiques de Poitiers, les 12, 13 et 14 octobre 2000 : La dynamique de la démarche communautaire dans la construction européenne.
- Colloque international des Facultés de Droit de Poitiers et de Montréal, les 12, 13 décembre 2002 à Poitiers : Les nouveaux territoires du droit.
- Colloque international de l'Université Akdeniz d'Antalya (Turquie), les 9 et 10 septembre 2004 à Antalya : L'adaptation de la Turquie à l'acquis communautaire dans le domaine des aides d'Etat.
- Colloque international « *Europa 2006* », Faculté de Droit de Limoges, 10 novembre 2006 : services publics, concurrence, régulation : le grand bouleversement en Europe ?
- Colloque de la Faculté de Droit et des sciences sociales de Poitiers (Institut de Droit public, E.A. 2623), les 8 et 9 mars 2007 : La qualité des décisions de justice.
- Colloque de la Faculté de Droit et des sciences sociales de Poitiers (Institut de Droit public, E.A. 2623), le 4 avril 2008 : Le phénomène bureaucratique européen.
- Colloque de la Faculté de Droit et des sciences sociales de Poitiers (Institut de Droit public, E.A. 2623), le 16 mai 2008 : La fabrique du droit européen.
- Colloque international de la Faculté de Droit et des sciences sociales de Poitiers (CECOJI, UMR 6224), 5 et 6 février 2009 : La sécurité humaine – Théorie(s) et pratique(s).
- Colloque international et interdisciplinaire, Université de Poitiers et Université d'Innsbruck, 7 et 8 mai 2010 : Le pluralisme en conflits.
- Colloque de la Faculté de Droit et des sciences sociales de Poitiers (Institut de Droit public, E.A. 2623) et de la Faculté de Droit de Versailles Saint Quentin en Yvelines, les 10 et 13 décembre 2010 : Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?
- Colloque international et interdisciplinaire, Université de Poitiers et Université d'Innsbruck, 19 et 20 mai 2011 : L'excès, l'hypermodernité au prisme du droit et des sciences de la société.
- Colloque de la Faculté de Droit et des sciences sociales (Université de Poitiers, CECOJI, UMR 6224), 27 et 28 juin 2013 : Les libertés politiques, socle pour un ordre public européen ?
- Colloque de la Faculté de droit, d'économie et de gestion (Université d'Angers, Centre Jean Bodin), 17 octobre 2013 : Souveraineté de l'État et supranationalité normative.
- Colloque de la Faculté de Droit et des Sciences sociales (Université de Poitiers, CECOJI FRE 6224), 22 mai 2014 : Sensibilité animale – Perspectives juridiques.
- Journée d'études de la Faculté de Droit et des Sciences sociales (Université de Poitiers, IDP EA 2623) : Ordre juridique communautaire et ordres juridiques nationaux : les normes de référence croisées des blocs de fondamentalité, in "Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité" ; Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers.
- Colloque international de la Faculté de Droit, Université de Tours, 25-27 novembre 2015 : La concurrence des juges en Europe – Le dialogue en question. Communication : La Cour de justice de l'Union européenne en situation de position dominante ? <http://juges-en-europe.sciencesconf.org/resource/page/id/10> Les Actes de la RDUE 2018, p. 375 et s.

- Colloque international de la Faculté de Droit, Université de Tours, 28-29 janvier 2016 : Harmonisation et Union européenne. Communication : “Harmonisation et solidarité, des fonctions croisées au service de la légitimation de l’Union” ; présidence de la séance “Les « Techniques européennes » de l’harmonisation”. Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2017.
- Colloque des Facultés juridiques de Poitiers, La Rochelle et Bordeaux, (IDP, EA 2623 ; CEJEP, EA 3170 ; Centre d’excellence Jean Monnet) 9 février 2018 : La conditionnalité dans les relations extérieures de l’Union européenne ; communication : Le respect des droits fondamentaux, conditionnalité politique à l’application d’un accord économique : Le cas des ACP, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, (à paraître 2018).
- Colloque de la CEDECE (société savante), Université de Tours, 14-15 juin 2018 : Les bases conceptuelles du droit de l’Union européenne – Pour une théorie générale de l’intégration ; communication : Le choix de l’intégration comme base conceptuelle du droit de l’Union européenne ; une démarche pragmatique conceptualisée (à paraître 2020).

- Communications non publiées :

- Association des spécialistes de droit administratif ; Faculté de Droit de Rennes, le 11 juin 1982 : Les procédés juridiques du changement après l’élection de M. Mitterrand à la présidence de la République.
- Institut d’enseignement supérieur de Tizi-Ouzou (Algérie), du 9 au 12 décembre 1984 : Le droit de l’expulsion des étrangers en France.
- Institut de formation administrative de Luxembourg (Luxembourg), les 28 et 29 janvier 1988: L’administration de l’économie en France.
- Colloque organisé par le district de Poitiers et le barreau de La Fayette (Louisiane) le 4 juin 1991 à Poitiers : La procédure de prise de décision dans la Communauté économique européenne.
- Professeur invité à la Faculté de Droit de l’Université de Montréal (Canada) du 10 janvier au 26 février 1999 pour un cours sur le droit de l’Union européenne et une série de conférences sur le droit communautaire et le droit administratif français :
 - L’élargissement de l’Union européenne aux pays d’Europe centrale et orientale.
 - Le droit administratif français, droit de la séparation stricte des pouvoirs.
- Colloque international organisé par la “Guardia di finanza”, Lido di Ostia (Italie), les 30 novembre et 1^o décembre 2000 : “Interesse fiscale e diritti del contribuente nell’esperienza

européenne - L'esperienza francese" (Intérêt fiscal et droits du contribuable dans l'expérience européenne - L'expérience française).

- Le choix de l'intégration comme base conceptuelle du droit de l'Union européenne ; une démarche pragmatique conceptualisée, in "Idées et idéologies de l'Europe", organisé par le Collège international des Sciences territoriales (FR 2007 CNRS) ; à paraître, 2020.

- **Participation à des colloques** (sans communication) :

- Colloque international des Chaires Jean Monnet sur la Conférence intergouvernementale ; Bruxelles, les 6 et 7 mai 1996.

- Colloque international Tours - Bochum sur le couple franco-allemand et les enjeux de la Conférence intergouvernementale ; Tours, du 3 au 7 juin 1996.

- Colloque national de la CEDECE (Commission pour l'étude des Communautés européennes) sur "La cohésion économique et sociale" ; Grenoble, du 19 au 21 novembre 1998.

- **Organisation de colloques** :

- Colloque international des Facultés de Droit de Poitiers et de Montréal sur "Souveraineté et Intégration" ; Poitiers, du 25 au 27 mai 1992.

- Colloque national de la CEDECE (Commission pour l'étude des Communautés européennes) sur "La dynamique de la démarche communautaire dans la construction européenne" ; Poitiers, du 12 au 14 octobre 2000.

- Colloque international de l'Université Akdeniz d'Antalya (Turquie), sur "L'adaptation de la Turquie à l'acquis communautaire dans le domaine des aides d'Etat" ; Antalya (Turquie), les 9 et 10 septembre 2004.

- **Rayonnement scientifique** :

- U.N.J.F. (Université numérique juridique francophone) : membre du conseil pédagogique et scientifique faisant fonction de comité de lecture (2006 – 20017).

- Remise de "Mélanges" en mon honneur le 11 décembre 2015 (« Entre les ordres juridiques », LGDJ 2015) comprenant 47 contributions.

- Conférence de rentrée de la Faculté de Droit et des Sciences sociales, Université de Poitiers, année 2013-2014 ; Les joueurs de boules du parc de Blossac ; 14 octobre 2013.

- Conférences dans diverses Universités Inter-Ages :

- L'Union européenne à la recherche de sa légitimité ; Poitiers, 30 janvier 2014 ; Niort, 20 novembre 2014.

- Les racines chrétiennes : une reconnaissance opportune par le T.U.E. ?; Thouars, 11 décembre 2014 ; Fontenay le Comte, 2 mars 2017 ; Parthenay, 09/10/2018 ; Bressuire 30/01/2020.
 - L'Europe est-elle compatible avec la laïcité ? Poitiers, 24 septembre 2015 ; Université Inter-Ages, Chelle 24 janvier 2017 ; Science politique Poitiers, 12/12/2017.
 - L'Union européenne a-t-elle un avenir ? UIA Poitiers 18 mai 2017 ; UIA Mansle, Aunac 9 octobre 2017 ; Niort, 14/12/2017 ; Parthenay, 19/12/2017 ; Saumur, 25/01/2018 ; Le Blanc, 05/02/2018 ; La Rochelle, 08/03/2018 ; Châtellerauld, 06/06/2019 ; Fontenay-le-Comte, 01/10/2019.
 - Le Brexit : Récit d'une catastrophe annoncée Poitiers, 27/03/2017 ; La Rochelle, 17/01/2019 ; Thouars, 03/10/2019.
 - Le Britin Poitiers, 19/10/2017
 - Responsable, mais pas coupable – Le rôle inutile de la faute dans le droit de la responsabilité Poitiers, 7/05/2019.
-
- Les élections présidentielles, CMR Melle 24 mars 2017.
 - Cercle Condorcet et conférences : le Brexit, café citoyen Civray, 2 décembre 2016 ; la participation des citoyens à la décision politique, café citoyen La Roche Posay, 18 janvier 2017
 - Chronique hebdomadaire sur les questions européennes à la radio RCF Poitou et sur des thèmes généraux à la radio RCF Nouvelle Aquitaine ; participation à des émissions sur le thème européen
-
- Membre de l'Institut de Droit public (IDP EA 2623) : Participation aux colloques et manifestations scientifiques
 - Membre de l'Association Française d'Études européennes (AFÉE), ex Commission pour l'Étude des Communautés européennes (CEDECE)
 - Débat sur les élections européennes à la prison de Vivonne (17 juin 2019)
 - Universités d'été :
 - Le rôle inutile de la faute dans le droit de la responsabilité, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2018, p.231 et s.
 - Les animaux (et le droit) ; présidence de séance Poitiers, 04/07/2019

- **Expertise** :

- La réglementation française applicable au traitement des données dans le secteur de la police. Rapport du 16 septembre 1996 à la Direction Générale XIII de la Commission de l'Union européenne pour le projet Aventinus.
- H.C.E.R.E.S. :

- Lille II ; comité d'expert sur les équipes de recherche en droit ; 20-22 novembre 2013.
- Bordeaux ; président du comité d'expert sur les équipes de recherche en droit public ; 13-14 janvier 2015.
- Organisation des séminaires de préparation des maîtres de conférences au concours d'agrégation de droit public pour le recrutement des professeurs d'Université.

- Animation et rayonnement scientifiques

- Membre de l'Association Française d'Études européennes (AFÉE), ex Commission pour l'Étude des Communautés européennes (CEDECE), société savante consacrée à l'étude du droit, de l'économie et de la politique des organisations européennes.

- Universités d'été :

- Le rôle inutile de la faute dans le droit de la responsabilité, Publication LGDJ Coll. Faculté de Droit et des Sciences sociales de Poitiers, 2018, p.231 et s.

- Les animaux (et le droit) ; présidence de séance Poitiers, 04/07/2019

- Conférences dans des **Universités Inter-Ages** :

- Les racines chrétiennes : une reconnaissance opportune par le T.U.E. ? Parthenay, 09/10/2018 ; Bressuire 30/01/2020.

- L'Europe est-elle compatible avec la laïcité ? Science politique Poitiers, 12/12/2017.

- L'Union européenne a-t-elle un avenir ? UIA Mansle, Aunac 9 octobre 2017 ; Niort, 14/12/2017 ; Parthenay, 19/12/2017 ; Saumur, 25/01/2018 ; Le Blanc, 05/02/2018 ; La Rochelle, 08/03/2018 ; Châtellerauld, 06/06/2019 ; Fontenay-le-Comte, 01/10/2019.

- Le Brexit : Récit d'une catastrophe annoncée La Rochelle, 17/01/2019 ; Thouars, 03/10/2019.

- Le Britin Poitiers, 19/10/2017

- Responsable, mais pas coupable – Le rôle inutile de la faute dans le droit de la responsabilité Poitiers, 7/05/2019.

- Cercle Condorcet et conférences : Cercle de réflexion sur des thèmes de société et conférences ou animation de cafés citoyens sur plusieurs thèmes : le Brexit ; la participation des citoyens à la décision politique ; les différentes formes de démocratie

- Débat sur les élections européennes à la prison de Vivonne (17 juin 2019)

- Chronique hebdomadaire sur les questions européennes à la radio RCF Poitou et sur des thèmes généraux à la radio RCF Nouvelle Aquitaine ; participation à des émissions sur le thème européen